



CHAPITRE 38

Loi concernant le maintien des services dans le domaine de l'éducation et abrogeant une disposition législative

[Sanctionnée le 9 avril 1976]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

« collège »; a) « collège »: un collège ou un collège régional institué en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71) ou auquel s'applique la Loi du Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean (1975, chapitre 120);

« commission scolaire »; b) « commission scolaire »: le Bureau des écoles protestantes du Grand Montréal, la Commission des écoles catholiques de Québec, la Commission des écoles catholiques de Montréal, toute commission scolaire, toute commission scolaire régionale ou toute corporation de syndicats d'écoles régies en tout ou en partie par la Loi de l'instruction publique et tout autre organisme similaire désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'application de la présente loi;

« salarié »; c) « salarié »: un salarié, tel que l'entend le Code du travail, à l'emploi d'un collège ou d'une commission scolaire;

« association de salariés », etc. d) « association de salariés », « convention collective », « grève » et « lock-out »:

CHAPTER 38

An Act respecting the maintaining of services in the sector of education and repealing a certain legislative provision

[Assented to 9 April 1976]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, Interpretation:

(a) "college" means a college or a regional college established under the General and Vocational Colleges Act (1966/1967, chapter 71) or to which the Act respecting the Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean (1975, chapter 120) applies;

(b) "school board" means the Protestant School Board of Greater Montreal, The Catholic School Commission of Québec, the Montreal Catholic School Commission, any school board, any regional school board or any corporation of school trustees governed wholly or in part by the Education Act and any other similar body designated by the Lieutenant-Governor in Council for the application of this act;

(c) "employee" means every employee, as defined in the Labour Code, who is employed by a college or a school board;

(d) "association of employees", "collective agreement", "strike" and "lock-out", etc.

ce qu'entend par ces expressions le Code du travail.

have the meaning given to them in the Labour Code.

SECTION II

MAINTIEN DES SERVICES

DIVISION II

MAINTENANCE OF SERVICES

Lock-out interdit. **2.** Le lock-out est interdit aux collèges et aux commissions scolaires pendant les 80 jours qui suivent le 11 avril 1976.

Grève interdite. **3.** La grève est interdite, pendant la période visée à l'article 2, aux salariés qui sont à l'emploi des collèges et commissions scolaires.

Ralentissement interdit. Pendant la même période, est interdit tout ralentissement ou diminution de l'activité normale des salariés qui sont à l'emploi des collèges et des commissions scolaires.

Accomplissement des devoirs par les salariés. **4.** Les salariés doivent, notamment, accomplir tous les devoirs attachés à leurs fonctions en vertu de leur contrat de travail, des ententes ou conventions collectives applicables et des décrets tenant lieu de conventions collectives.

Exceptions. L'alinéa précédent ne s'applique pas à un salarié qui démissionne si sa démission est acceptée par son employeur ou s'il a acquis le droit à la retraite.

Manoeuvres interdites. **5.** Il est interdit d'user d'intimidation, de violence, de harcèlement ou de manoeuvres en vue de provoquer l'absence aux cours d'enseignants ou d'élèves ou l'absence de salariés à leur travail.

Établissements visés. Le présent article s'applique dans le cas de tous les établissements d'enseignement, qu'ils soient publics ou privés et qu'ils soient ou non visés par les autres dispositions de la présente loi.

Infractions. **6.** Le lock-out de la part des collèges et des commissions scolaires et la grève de la part des salariés sont des infractions à la présente loi, sans cesser de l'être en vertu d'autres lois, pendant la période visée à l'article 2.

Moyens pour amener les membres à obéir. **7.** Les associations de salariés groupant des salariés visés aux articles 3 à 5 ainsi que les unions, fédérations, confédérations, corporations ou autres organisations auxquelles ces associations adhèrent ou sont

Lock-outs prohibited. **2.** Lock-outs by colleges or school boards are prohibited for 80 days following 11 April 1976.

Strikes prohibited. **3.** Strikes by employees of a college or a school board are prohibited during the period contemplated in section 2.

Slow-downs prohibited. Any slow-down or diminution of regular activities by employees of a college or a school board is prohibited during the same period.

Performance of duties by employees. **4.** All employees shall, in particular, perform every duty attaching to their office under their contracts of employment, or applicable agreements or collective agreements, or decrees in lieu of a collective agreement.

Exceptions. The preceding paragraph does not apply to an employee who resigns, if his resignation is accepted by his employer, or if he has become entitled to retirement.

Intimidation, etc., prohibited. **5.** The use of intimidation, violence, harassment or manoeuvres to incite teachers or pupils to be absent from their classes or employees to be absent from their work is prohibited.

Scope of application. This section applies to every teaching establishment whether public or private and whether or not contemplated by the other provisions of this act.

Offences. **6.** Any lock-out by colleges and school boards and any strike by employees is an offence against this act, without ceasing to be an offence under other acts, during the period contemplated in section 2.

Measures to induce members to comply. **7.** The associations of employees which comprise employees contemplated in sections 3 to 5 as well as the unions, federations, confederations, corporations or other organizations to which such associations

affiliées doivent prendre les moyens appropriés pour amener les membres de ces associations à se conformer aux articles 3 à 5.

belong or to which they are affiliated must take appropriate measures to induce the members of such associations to comply with sections 3 to 5.

Modifica-
tion du
calendrier
par le
ministre.

8. Nonobstant toute disposition législative, réglementaire ou autre, le ministre de l'éducation peut, sans autre approbation, modifier ou remplacer, jusqu'au 1^{er} octobre 1976, le calendrier scolaire des élèves des collèges et des commissions scolaires ou déterminer de nouveaux calendriers scolaires.

8. Notwithstanding any legislative, regulatory or other provision, the Minister of Education may, without other approval, change or replace, until 1 October 1976, the school calendar of the pupils of the colleges and school boards or determine new school calendars.

Effet
partiel
ou total.

Les décisions du ministre relativement aux calendriers scolaires peuvent s'appliquer à l'ensemble des collèges et commissions scolaires, à l'un quelconque d'entre eux ou à des groupes ou secteurs choisis parmi eux.

The Minister's decisions relating to school calendars may apply to all colleges and school boards, to any one of them or to groups or sectors chosen from them.

Rémuné-
ration
addition-
nelle.

Dans le cas où une telle modification ou un tel remplacement affecte les enseignants et a pour effet d'ajouter, après le 30 juin 1976 mais avant le 1^{er} septembre 1976, des jours de classe pour remplacer des jours perdus à cause de conflits de travail, le ministre doit, aux conditions qu'il détermine, prévoir que ces jours de classe additionnels seront rémunérés dans la mesure où les jours perdus ne l'ont pas été.

Where such a change or replacement affects the teachers and results in the addition after 30 June 1976 but before 1 September 1976 of school days to replace days lost because of labour disputes, the Minister must provide that remuneration is paid for such additional school days to such extent as it was not paid for the days lost, on such conditions as he may determine.

Idem.

Les jours ajoutés avant le 30 juin 1976 ne sont ainsi rémunérés que s'il s'agit d'un samedi, d'un dimanche, d'un jour férié ou d'un congé prévu pour le personnel par les dispositions applicables.

Remuneration shall not be so paid for any day added before 30 June 1976 unless that day is a Saturday, a Sunday, a public holiday or a day of leave provided for the personnel under the clauses that apply.

SECTION III

COMMISSAIRES AUX DIFFÉRENDS SCOLAIRES

Nomina-
tion des
commis-
saires.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme trois personnes connues sous l'appellation de « commissaires aux différends scolaires »; il nomme parmi elles un président.

9. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint three persons to be known as "commissioners for school disputes"; he shall appoint one of them chairman.

Fonctions.

10. Ces commissaires ont pour fonction d'enquêter sur les questions qui opposent les parties aux négociations de matières de négociation provinciale entreprises, dans le domaine de l'éducation, en vertu de la Loi sur les négociations collectives dans les secteurs de l'éducation, des affaires sociales et des organismes gouvernementaux (1974, chapitre 8).

10. It shall be the duty of such commissioners to make inquiries into issues between the parties to the negotiation of matters for provincial negotiation undertaken in the educational sector by virtue of the Act respecting collective bargaining in the sectors of education, social affairs and government agencies (1974, chapter 8).

- Devoirs.** Les commissaires doivent entendre les parties, s'enquérir de l'état des négociations sur tous les aspects significatifs du dossier, examiner les dernières demandes syndicales et les dernières offres patronales et étudier l'impact éventuel de ces demandes et offres aux plans des services, des effectifs, du rendement et des coûts; leur rapport doit faire état de leurs observations sur chacun de ces sujets.
- Délai pour faire rapport.** Les commissaires doivent faire rapport aux parties dans les soixante jours de la date de leur nomination. Leur rapport est immédiatement rendu public.
- Honoraires, etc.** **11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, les allocations, le traitement ou, suivant le cas, le traitement supplémentaire de chacun des commissaires.
- Remplacement.** **12.** Au cas d'incapacité d'agir d'un commissaire, le lieutenant-gouverneur en conseil peut lui nommer un remplaçant aux conditions et moyennant la rémunération qu'il détermine.
- Pouvoirs et immunité.** **13.** Les commissaires sont investis des pouvoirs et de l'immunité conférés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).
- Recours prohibés.** **14.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre les commissaires agissant en leur qualité officielle.
- Annulation de bref, etc.** **15.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref ou toute ordonnance ou injonction délivré ou accordé à l'encontre de l'article 14.
- Duties.** The commissioners shall hear the parties, inquire into the state of the negotiations with regard to all the significant aspects of the case, examine the most recent union demands and the most recent management offers, and weigh the probable ramifications of such demands and offers on the levels of services, staff, productivity and costs; their report shall contain their observations regarding each of these matters.
- Delay for report.** The commissioners shall submit their report to the parties within sixty days of their appointment. Their report shall be made public immediately.
- Fees, etc.** **11.** The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances and salary, or the additional salary, as the case may be, of each of the commissioners.
- Replacement.** **12.** If a commissioner is unable to act, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to replace him on such conditions and at such remuneration as he may fix.
- Powers and immunity.** **13.** The commissioners are vested with the powers and immunity of commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).
- Recourses prohibited.** **14.** No extraordinary recourse provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised, and no injunction shall be granted, against the commissioners acting in their official capacity.
- Annulment of writ, etc.** **15.** Two judges of the Court of Appeal may, on a motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 14.

SECTION IV

INFRACTIONS, PEINES ET PREUVE

DIVISION IV

OFFENCES, PENALTIES AND PROOF

- Infractions et peines.** **16.** Tout membre, administrateur, dirigeant, employé, agent ou conseiller d'un collège ou d'une commission scolaire qui participe à un acte posé par le collège ou
- Offence and a penalty.** **16.** Every member, administrator, officer, employee, agent or adviser of a college or of a school board who participates in any act done by the college or

la commission scolaire contrairement à l'article 2 ou qui y acquiesce commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Infractions
et peines.

17. Quiconque contrevient aux articles 3, 4 ou 5 commet une infraction et est passible d'une amende de \$50 à \$250 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Idem.

18. Toute association ainsi que toute union, fédération, confédération, corporation ou autre organisation à laquelle adhère ou est affiliée une association qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'un des articles 3, 4 ou 5 ou qui contrevient à l'article 7 commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

Administrateurs,
etc.,
réputés
partie à
l'infraction.

Lorsqu'une de ces associations, unions, fédérations, confédérations, corporations ou autres organisations a commis une infraction prévue à l'alinéa précédent, chacun de ses administrateurs, dirigeants, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible de la peine prévue pour l'infraction.

Infractions
et peines.

19. Tout membre, administrateur, dirigeant, employé, agent ou conseiller d'une association, union, fédération, confédération, corporation ou autre organisation visée à l'article 7, qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir à l'un des articles 3, 4 ou 5, commet une infraction et est passible d'une amende de \$5,000 à \$50,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure cette contravention.

Membres,
etc.,
réputés
partie à
l'infraction.

L'association, l'union, la fédération, la confédération, la corporation ou l'organisation visée à l'article 7, dont un membre, administrateur, dirigeant, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue à l'alinéa précédent, est partie à cette infraction et passible de l'amende prévue

the school board contrary to section 2 or who acquiesces therein is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

17. Whoever contravenes section 3, 4 or 5 is guilty of an offence and liable to a fine of \$50 to \$250 for each day or part of a day during which the offence continues.

Offence
and
penalty.

18. Every association, and every union, federation, confederation, corporation or other organization to which an association belongs or to which it is affiliated, that authorizes, encourages or incites a person to contravene any of sections 3, 4 and 5, or that contravenes section 7 is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which the contravention continues.

Idem.

Where one of such associations, unions, federations, confederations, corporations or other organizations is guilty of an offence described in the preceding paragraph, each of its administrators, officers, employees, agents or advisers who participated in the offence or who acquiesced therein, is deemed a party to the offence and is liable to the penalty provided for the offence.

Administrators,
etc.,
deemed
party
to the
offence.

19. Every member, administrator, officer, employee, agent or adviser of an association, union, federation, confederation, corporation or other organization referred to in section 7, who authorizes, encourages or incites a person to contravene any of sections 3, 4 and 5, is guilty of an offence and liable to a fine of \$5,000 to \$50,000 for each day or part of a day during which such contravention continues.

Offence
and
penalty.

An association, union, federation, confederation, corporation or organization referred to in section 7 of which a member, administrator, officer, employee, agent or adviser is guilty of an offence described in the preceding paragraph, is a party to that offence and liable to the fine

Member,
etc.,
deemed
party
to the
offence.

au même titre que cette personne.

provided therefor to the same extent as that person.

Présomption de contravention.

20. Tout salarié visé à l'article 3 ou 4 est présumé avoir contrevenu aux dispositions desdits articles au cours d'une journée dès qu'il est prouvé *prima facie* que ce salarié n'a pas exercé ses fonctions au cours de cette journée.

20. Every employee referred to in section 3 or 4 is deemed to have contravened such section on a given day upon proof *prima facie* that such employee did not perform his duties on that day.

Employee deemed to contravene.

Exceptions.

L'alinéa précédent ne s'applique pas à un salarié qui a démissionné, si sa démission a été acceptée par son employeur ou s'il a acquis le droit à la retraite.

The preceding paragraph does not apply to an employee who has resigned if his resignation has been accepted by his employer or if he has become entitled to retirement.

Exceptions.

Preuves pour repousser la présomption.

21. La présomption édictée par l'article 20 peut être repoussée par le salarié qui y est visé uniquement s'il réussit à prouver :

21. The presumption enacted by section 20 may be rebutted by the employee referred to therein only if he can prove :

Rebuttal of presumption.

a) qu'il a effectivement exercé ses fonctions de façon habituelle au cours de cette journée; ou

(a) that he actually performed his duties in the regular manner on that day; or

b) que le fait, pour lui, de ne pas avoir exercé ses fonctions au cours de la journée en cause est normal dans le cours de l'exercice habituel de ses fonctions et que ce fait n'est partie, en aucune façon, d'une action concertée de salariés.

(b) that the fact of his not having performed his duties on the day in question is a result of his normal schedule of work and does not in any way form part of a concerted action of employees.

Poursuites.

22. Les poursuites prévues à la présente loi ne peuvent être intentées que par le procureur général ou une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cet effet.

22. The proceedings provided for in this act shall be instituted only by the Attorney-General or a person generally or specially authorized in writing by him for that purpose.

Instituting proceedings.

Poursuite sommaire.

23. Les peines prévues à la présente loi sont imposées sur poursuite sommaire.

23. The penalties provided for in this act are imposed on summary proceedings.

Summary proceedings.

Retenue des cotisations syndicales.

24. Le procureur général peut, s'il est d'avis qu'un groupe substantiel de personnes à l'égard desquelles une association est accréditée ne s'est pas conformé à l'article 3 ou à l'article 4, ordonner que la retenue des cotisations syndicales cesse pour une période d'au moins 3 mois et d'au plus 1 an à l'égard de l'association en cause. Dès que l'ordonnance du procureur général a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, il est interdit à l'employeur, pendant la période fixée par le procureur général, de retenir les cotisations syndicales sur les salaires des salariés membres de l'association en cause et cette dernière ne peut, pendant un an par la suite, ni modifier le taux des cotisations syndicales ni imposer de cotisations spéciales ou supplémentaires.

24. If the Attorney-General is of the opinion that a substantial group of the persons for whom an association is certified have not complied with section 3 or 4, he may order cessation of the withholding of the union assessment for a period of at least three months or at most one year in regard to the association concerned. Upon publication of the Attorney-General's order in the *Gazette officielle du Québec*, the employer is forbidden during the period fixed by the Attorney-General to withhold union assessments from the salaries of the employees who are members of the association concerned, and such association shall not for one year thereafter make any change in the assessment rate or levy any special or supplemental assessment.

Cessation of withholding union assessment.

Peine
pour
défaut
de se con-
former.

Le défaut par l'employeur de se conformer à l'ordonnance du procureur général entraîne pour ses membres, administrateurs, dirigeants, employés, agents ou conseillers la peine prévue à l'article 16.

Failure by the employer to comply with the Attorney-General's order entails, for the members, administrators, officers, employees, agents or advisers of such employer, the penalty provided in section 16.

Penalty
for non-
com-
pliance.

Applica-
tion du
Code du
travail.

25. La présente loi n'a pas pour effet de soustraire les collèges et commissions scolaires ni leur personnel à l'application du Code du travail.

25. This act shall not have the effect of exempting the colleges and school boards or their personnel from the application of the Labour Code.

Labour
Code to
apply.

Durée de
la con-
vention.

26. Nonobstant les dispositions du Code du travail, les parties aux négociations de matières de négociation provinciale visées au chapitre 8 des lois de 1974 peuvent convenir que la durée de la convention collective prévue aux articles 13 et 20 de ladite loi peut excéder d'un an la durée maximum prévue au Code du travail.

26. Notwithstanding the Labour Code, the parties to negotiations of matters for provincial negotiation contemplated in chapter 8 of the statutes of 1974 may come to an agreement that the term of the collective agreement provided for in sections 13 and 20 of the said act may be one year longer than the maximum term provided for in the Labour Code.

Term of
collective
agree-
ment.

1975, c.
52, a. 24,
ab.

27. L'article 24 de la Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail (1975, chapitre 52) est abrogé.

27. Section 24 of the Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute (1975, chapter 52) is repealed.

1975, c.
52, s. 24,
repealed.

Entrée en
vigueur.

28. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

28. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.